



RAPPORT ATELIER RÉGIONAL

**Crises en Afrique de l'Ouest :
défis et opportunités pour
un nouveau modèle démocratique
et de coopération régionale**

29 - 30 Novembre 2023

Dakar, Sénégal

Mentions légales

Friedrich-Ebert-Stiftung, Paix et Sécurité
Centre de Compétence Afrique Subsaharienne
Point E, Rue de Fatick x Boulevard de l'Est
Résidence Bity Lokho, 6^{ème} étage
BP 15416 Dakar-Fann, Sénégal
Tél. : (+221) 33 859 20 02
Fax : (+221) 33 864 49 31
Email : info@fes-pscc.org
www.fes-pscc.org

© Friedrich-Ebert-Stiftung 2023

Facilitateur et rapporteur général :
Dr Serigne Bamba Gaye

Conception graphique : Green Eyez Design SARL,
www.greeneyzdesign.com

*L'utilisation commerciale des médias publiés
par la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) est interdite
sans l'autorisation écrite de la FES.*



Table des matières

Introduction	4
I. CONTEXTE	5
II. LE DÉROULEMENT DE L'ATELIER	6
L'exposé introductif	6
La tenue de quatre panels	7
III. LES OUTILS D'ANALYSE ET DE COMPRÉHENSION POUR ÉVALUER LA CRISE DE LA DÉMOCRATIE ET DE LA GOUVERNANCE EN AFRIQUE DE L'OUEST	8
Les approches comparatives	8
Les indicateurs de régression	8
La corruption	9
La militarisation de la vie politique et sociale	9
L'ultra libéralisme	9
Les crises électorales récurrentes	10
IV. LES PRINCIPALES IDÉES-FORCES DE L'ATELIER	11
Les limites de l'Etat post-colonial	11
Les valeurs démocratiques et la promotion du consensus	11
Le renforcement de la décentralisation et de l'aménagement du territoire	11
L'avènement d'un leadership nouveau	12
Le renforcement des acquis de l'intégration régionale	12
Le retour à l'autoritarisme n'est pas la solution	13
La promotion des jeunes et les femmes	13
V. RECOMMANDATIONS	14
Conclusion	15



Introduction

Le Bureau Paix et Sécurité Centre de Compétences Afrique Subsaharienne de la Friedrich-Ebert-Stiftung, a organisé à Dakar du 29 au 30 novembre 2023 un atelier régional sur le thème : **Crises en Afrique de l'Ouest : défis et opportunités pour un nouveau modèle démocratique et de coopération régionale.** Il a réuni une quinzaine de participants venant du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, du Mali, du Niger et du Sénégal.

Le Directeur régional, Monsieur Philipp GOLDBERG, dans son mot de bienvenue, a marqué la disponibilité de la Friedrich-Ebert-Stiftung à soutenir de telles initiatives qui rentrent en droite ligne dans son mandat à savoir la promotion de la démocratie et de l'Etat de droit. La tenue de cet atelier régional a été l'occasion entre experts

d'échanger sur les enjeux et les défis auxquels l'Afrique de l'Ouest est confrontée en matière de démocratie et de gouvernance dans un contexte marqué par la récurrence des menaces asymétriques, les reculs démocratiques et institutionnels et une géopolitique mondiale qui place le continent africain dans la lutte de pouvoir et d'influence entre puissances.

Il a également permis d'examiner les opportunités existantes pour repenser un modèle de démocratie régional fort et performant en vue d'inverser ces tendances lourdes. Les discussions ont permis de formuler des recommandations stratégiques adéquates et réalisables, axées sur les leçons apprises dans une perspective de renforcement de l'intégration régionale.



I. Contexte

L'Afrique de l'Ouest est traversée de part en part par une multitude de crises qui affectent sa stabilité politique et sécuritaire et le processus d'intégration régionale. Ces crises ont également un impact négatif sur la construction de la démocratie et de l'Etat de droit dans les pays de la sous-région.

La situation sécuritaire connaît une dégradation sans précédent depuis plusieurs années avec la conjonction de plusieurs facteurs : accentuation des vulnérabilités sociales, économiques et climatiques avec des conflits communautaires, montée en puissance des mouvements djihadistes, fragilité structurelle des Etats et recrudescence de la criminalité. Cette détérioration sécuritaire se déroule également dans un contexte géopolitique marqué par des changements d'alliances stratégiques et une crise migratoire.

Les réponses sécuritaires développées par les Etats, les Nations unies ainsi que les acteurs extérieurs ont montré leurs limites. Les groupes terroristes ont étendu leurs champs d'intervention, développé de nouveaux modes opératoires. Le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Nord du Nigéria, singulièrement les régions situées autour du bassin du Lac Tchad et la région « des trois frontières » constituent l'épicentre du déploiement des groupes djihadistes au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Ils mènent des tentatives d'infiltration et de déstabilisation dans plusieurs pays du Golfe de Guinée.

La région connaît également des reculs démocratiques graves avec des changements constitutionnels pour imposer le 3^e mandat et manipuler

le processus électoral. Ces pratiques ont considérablement affaibli l'Etat de droit et les processus démocratiques. Le retour aux coups d'Etat dans certains pays de la région s'explique en grande partie par la récurrence de telles pratiques et la persistance de la crise sécuritaire qui affaiblit considérablement les capacités d'intervention des forces de défense et de sécurité (FDS) pour sécuriser les populations et permettre à l'Etat d'assurer son pouvoir régalien sur l'ensemble du territoire national.

La conjonction et la persistance de ces crises multiformes ont montré les limites des Etats post-coloniaux qui n'ont pas réussi après 60 ans d'indépendance à transformer les sociétés ouest africaines, à construire des institutions fortes et inclusives et à mettre les citoyens au cœur de la gouvernance. L'Etat post-colonial en Afrique de l'Ouest est dans la plupart des cas un Etat répressif, violent, patrimonial avec peu de légitimité. Dans une certaine mesure, c'est le prolongement de l'Etat colonial avec la persistance de ces tares. Les tentatives de construction de l'Etat de droit et de la démocratie sont contrariées par ces tendances lourdes qui persistent dans l'écrasante majorité des pays de la région.

Ces crises ont également impacté de manière négative le processus d'intégration régionale et affaiblit la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui a du mal à faire appliquer ses mécanismes politiques et juridiques en cas de rupture de l'ordre constitutionnel dans un de ses Etats membres et à assumer la plénitude de la sécurité collective dans la sous-région.



II. Le déroulement de l'atelier

L'atelier s'est tenu en présentiel avec deux communications en distanciel. Il a débuté par un exposé introductif suivi de quatre panels et d'une session conclusive (synthèse générale de l'atelier).

L'exposé introductif

Il a porté sur le thème : « **Quel est l'état des lieux de la démocratie, de la gouvernance en Afrique de l'Ouest ?** » Pour répondre à cette question, le facilitateur général a tenté d'analyser les dynamiques qui caractérisent le contexte dans lequel la démocratie et la gouvernance sont mises en œuvre dans la sous-région. Sous ce rapport, l'accent a été mis sur l'existence de plusieurs crises (voir en haut) ainsi que leur imbrication et leur extension géographique. Ces crises affectent le tissu social, les institutions ainsi que la capacité des Etats à réguler et offrir des services sociaux de base aux populations.

La démocratie a connu une évolution contrastée dans la sous-région depuis la fin de la Guerre froide. Des alternances politiques se sont produites dans des pays comme le Cap Vert, le Sénégal, le Ghana, le Nigéria, le Libéria. Des élections sont organisées régulièrement dans la plupart des pays.

Le pluralisme politique et syndical est reconnu dans la plupart des Etats et la presse privée se développe. Les organisations de la société civile s'organisent et se développent dans un cadre juridique qui garantit leurs droits et reconnaît leur utilité dans la construction de la démocratie et de l'Etat de droit. La société civile participe au débat démocratique, et tente de construire un espace autonome pour devenir un contre-pouvoir avec des résultats plus ou moins mitigés en fonction des pays.

Cependant cette consolidation s'accompagne de régressions et des fragilités. Ceci s'explique par la multiplicité des crises politiques qu'on note dans certains pays comme la Guinée Bissau, la Guinée, le Mali, le Burkina Faso, etc. Les systèmes politiques en Afrique de l'Ouest ne sont pas toujours stables. Ils engendrent des crises qui constituent des signes de fragilité de la démocratie. A chaque fois que ces crises éclatent, il est difficile de les résoudre dans la durée et ces crises reviennent sans cesse. Il y a donc une récurrence des crises politiques dans presque tous les Etats de la région, notamment autour de la question des changements constitutionnels, des élections, de la limitation des mandats du président de la République, de la redistribution des richesses et des discriminations sociales. Pire, on assiste à une militarisation de la vie politique et sociale dans des pays confrontés à l'extrémisme violent. Cette militarisation limite considérablement les libertés individuelles et collectives ainsi que le fonctionnement régulier des institutions, car dans la plupart de ces pays, des coups d'Etat sont intervenus. L'autoritarisme s'impose et les perspectives d'un retour à l'ordre constitutionnel s'éloignent de jour en jour et cela constitue une source de tensions entre ces pays et la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui malgré les sanctions qu'elle a imposé contre ces pays pour garantir un retour à l'ordre constitutionnel n'arrive pas à faire respecter le cadre juridique et politique qu'elle a édicté pour promouvoir la démocratie, la gouvernance et l'Etat en Afrique de l'Ouest et assurer la sécurité collective dans la sous-région.



La tenue de quatre panels

Quatre panels ont été organisés. Pour chaque thème, des experts, des praticiens et des chercheurs ont développé des thématiques liées à la gouvernance, la démocratie, l'état de droit, l'intégration régionale. Les thèmes des panels s'articulent comme suit :

- **Panel 1** : Régression de la Démocratie en Afrique de l'Ouest et instabilité politique et sécuritaire : diagnostic d'une causalité ?
- **Panel 2** : Crise électorale, institutionnelle et 3^{ème} mandat en Afrique de l'Ouest : des entraves à une évolution de la démocratie ;
- **Panel 3** : Les limites des réponses régionales dans le renforcement et la sauvegarde de la démocratie et de l'Etat de droit en Afrique de l'Ouest ;
- **Panel 4** : Le rôle des organisations internationales dans le renforcement de la démocratie et la stabilité en Afrique de l'Ouest.

Chaque panel poursuit un objectif spécifique à travers des questions d'orientations qui orientent les débats et la réflexion sur des points précis.

Les idées développées lors de ces panels sont résumées à travers trois points suivants : les outils de compréhension et d'analyse pour comprendre l'état actuel de la démocratie et de la gouvernance en Afrique de l'Ouest, les idées-forces qui émergent de cette analyse et enfin les recommandations proposées pour sortir de la crise actuelle.



III. Les outils d'analyse et de compréhension pour évaluer la crise de la démocratie et de la gouvernance en Afrique de l'Ouest

Plusieurs outils d'analyse et de comparaison ont été proposés par les panélistes pour cerner les crises de la démocratie et de la gouvernance en Afrique de l'Ouest. L'approche méthodologique proposée avait pour souci d'éviter d'une part les généralisations, et d'autre part, de proposer des grilles de lecture et d'analyse qui ont une portée heuristique. Parmi ces outils d'analyse, on peut citer :

Les approches comparatives

Elle a montré la situation contrastée dans laquelle se trouve la mise en œuvre de la démocratie et de la gouvernance en Afrique de l'Ouest à travers des comparaisons entre pays notamment en matière de consolidation des institutions, de la protection des citoyens, de la survenue d'alternances politiques après des élections libres et transparentes, du respect de l'Etat de droit, etc. Ainsi des pays comme le Cap-Vert, le Ghana sont dans des postures de consolidation de la démocratie, alors que dans les pays où on assiste au retour des coups d'Etat et de la militarisation de l'Etat, on signale des régressions et des reculs graves dans la construction de l'Etat de droit et de la garantie des libertés individuelles et collectives. Toujours dans cette même veine, les panélistes ont montré qu'il y a une diversité de régimes politiques et juridiques en Afrique de l'Ouest. Le modèle nigérian avec un présidentielisme qui accorde de larges pouvoirs au Sénat et au Congrès et une décentralisation très poussée au niveau de ses Etats est différent du modèle sénégalais marqué par l'hyper présidentielisme.

L'approche comparative a montré que la démocratie renvoie à une historicité. Toute démocratie s'ancre dans un contexte historique et social déterminé. C'est la raison pour laquelle, il n'y a pas de modèle universel de démocratie. La démocratie est la fille de l'histoire d'un peuple, de sa culture, de ses luttes sociales...

Les indicateurs de régression

Le recours à des indicateurs de régression a été proposé pour analyser la situation de la démocratie et de la gouvernance en Afrique de l'Ouest. Chaque indicateur donne une indication qualitative ou quantitative pour mesurer le niveau de détérioration de la situation qu'il décrit. Cette approche a été utilisée surtout pour analyser la situation actuelle dans les pays du Sahel. Parmi les indicateurs de régression proposés, on peut mentionner :

- La situation sécuritaire : elle permet de mesurer le pourcentage du territoire national affecté par la violence des groupes extrémistes, au Mali par exemple près de 60% du pays est affecté par la crise sécuritaire ;
- Les inégalités sociales : cet indicateur permet de mesurer le niveau de pauvreté du pays, dans la plupart des pays de la sous-région, la pauvreté en affecte plus du tiers de la population ;
- L'immixtion des puissances étrangères : la présence de troupes étrangères dans le pays et leurs implications dans la lutte contre les groupes armés ;



- L'existence de mouvements indépendantistes : la présence de groupes indépendantistes qui remettent en cause par la violence l'Etat unitaire ;
- Le mauvais fonctionnement de la justice : Au cours de ces dernières années, on a noté dans plusieurs pays de la sous-région un affaiblissement du pouvoir judiciaire, victime de la forte immixtion du pouvoir exécutif dans son fonctionnement, remettant en cause sa crédibilité ;
- Le caractère républicain de l'armée : la récurrence des coups d'Etat durant une période déterminée. Au Niger, il y a 7 coups d'état ou tentatives de coups d'Etat depuis deux décennies. Au Mali 3 coups d'état depuis 2011, au Burkina Faso, 4 coups d'Etat depuis 2014. Alors qu'au Cap-Vert et au Sénégal, on n'enregistre pas de coups d'Etat ;
- La compétition pour le pouvoir est privilégiée au détriment de la formation de la population et des militants en vue de construire une culture politique et démocratique et une citoyenneté responsable;
- Le faible niveau d'éducation des populations: il permet de mesurer le niveau d'analphabétisme dans le pays et surtout dans le monde rural. Les analyses ont montré que le taux d'alphabétisation dans les pays du Sahel est en deçà du niveau continental. Avec la fermeture de plusieurs écoles au Mali, au Burkina Faso et au Niger, le taux d'alphabétisation dans ces pays est en régression. Les groupes armés recrutent principalement dans les zones rurales peu scolarisées.

La corruption

Elle est endémique en Afrique de l'Ouest. Tous les secteurs de la vie nationale sont touchés par ce fléau comme le montrent de manière régulière les rapports de l'ONUDDC et de Transparency International sur l'ampleur de ce phénomène. C'est un problème réel qu'on ne peut plus occulter. C'est une tendance lourde, qui peut

détruire les sociétés et les Etats. Plus elle grandit, plus elle devient une menace pour la démocratie, car elle remet en question, en les dévoyant, les pierres d'angle qui régissent la démocratie à savoir : la transparence, la redevabilité, l'égalité des citoyens et la neutralité de l'administration. Il convient de souligner que les pays les plus instables de la sous-région font partie des pays classés parmi les plus corrompus du continent.

La militarisation de la vie politique et sociale

Depuis bientôt une décennie, la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent au Sahel s'inscrit désormais dans une militarisation continue. On assiste de plus en plus à des déploiements massifs de troupes et d'armes dans le Sahel.

Cette militarisation pour le moment a produit des résultats mitigés sur le terrain, car elle n'a pas permis d'anéantir les capacités opérationnelles des groupes terroristes et les FDS peinent à les contenir. Le « *tout sécuritaire* » semble avoir montré ses limites et plusieurs voix se lèvent pour dire que l'accent doit être mis sur la prévention de l'extrémisme violent et surtout la fourniture de services de base aux populations comme l'eau, la santé et l'éducation, le désenclavement des régions périphériques et une plus grande justice sociale. Une approche sécuritaire basée sur une lutte à outrance contre le terrorisme au détriment de ces questions est vouée à l'échec et va compromettre à terme le fonctionnement des Etats.

L'ultra libéralisme

Les Etats de la sous-région adoptent de plus en plus des politiques qui s'inspirent de l'ultra libéralisme avec peu d'investissements dans les services sociaux de base, des privatisations qui accordent la part belle aux multinationales et le désengagement de l'Etat dans plusieurs secteurs vitaux pour le bien-être des populations comme l'eau, l'électricité, les télécommunications... Ces



politiques ont tendance à renforcer les inégalités sociales et à éloigner l'Etat des couches vulnérables de la société qui servent de lieux de recrutement pour les groupes armés au Sahel et dans les autres pays de la sous-région.

Les crises électorales récurrentes

Si les élections jouent un rôle important dans un système démocratique - c'est parce qu'elles - permettent d'organiser une dévolution du pouvoir à des élus et à des institutions. Or, on constate dans la plupart des pays de la sous-région que le processus électoral, l'organisation des élections ainsi que leur proclamation font l'objet de contestations récurrentes. Plusieurs pays de la sous-région sont installés dans des campagnes

électorales permanentes, car de plus en plus apparaissent des contentieux en amont et en aval du processus électoral. C'est un signe de vulnérabilité des systèmes politiques. Il faut sortir de cette logique en confiant l'organisation des élections à des organes indépendants du pouvoir exécutif et par l'adoption de règles consensuelles pour gérer le processus électoral tout en renforçant l'indépendance de la justice et respecter les textes de la CEDEAO sur la question et éviter de changer les règles du jeu électoral à la veille des scrutins. Cette situation montre clairement les faiblesses de ces pays à stabiliser les questions électorales, et, in fine, à sortir du « ghetto électoral » et éviter « l'apathie politique » (Finley 2003)¹ au moment où les besoins des jeunes et des femmes en termes d'éducation et d'emplois sont colossaux.

¹ Finley, M (2003) : Démocratie antique et démocratie moderne, Paris, Petite bibliothèque Payot



IV. Les principales idées-forces de l'atelier

Les exposés et les débats ont fait ressortir un certain nombre d'idées forces parmi lesquelles, on peut retenir :

Les limites de l'Etat post-colonial

Les Etats sont au cœur de la construction de la démocratie et de la promotion de la bonne gouvernance, ils doivent être stratégiques, endogènes, efficaces, légitimes et fortement enracinés dans la culture et l'histoire de leur peuple. Les Etats post-coloniaux qui gouvernent les pays de la sous-région n'arrivent pas à incarner ces attributs et sont dans des pratiques qui les en éloignent de jour en jour. Ils sont marqués dans la plupart des cas par l'hyper-présidentialisme, l'extraversion, la gestion patrimoniale du pouvoir, l'usage de la violence pour réprimer les opposants, l'instrumentalisation de la justice, etc. Ces Etats sont également très vulnérables aux chocs exogènes comme la COVID-19 ou la guerre en Ukraine. Les débats ont montré que de tels Etats ne sont pas en mesure de renforcer la démocratie ni de répondre aux besoins fondamentaux des populations et des communautés. La réforme de l'Etat en Afrique de l'Ouest est devenue un impératif catégorique.

Les valeurs démocratiques et la promotion du consensus

Les valeurs constituent une dimension fondamentale de la démocratie. En effet, si la démocratie est le moyen pour accéder au pouvoir et le conserver, cela doit se baser sur le respect de règles du jeu et de valeurs fondamentales. Cette adhésion aux normes et à l'éthique politique n'est pas toujours effective dans la plupart des pays de la sous-région. La démocratie est instrumentalisée par une classe politique, qui s'acharne

à conserver le pouvoir vaille que vaille. Au final : il y a plus de démocrates par convenance que de démocrates par conviction (Bourmaud : 1997)². C'est là une des principales faiblesses de la démocratie en Afrique de l'Ouest et au Sahel confrontés à de multiples défis à la fois politiques et géopolitiques.

La conquête du pouvoir passe par la confrontation des idées et des programmes et par la compétition électorale. Cela fait partie de l'essence de la démocratie. Cependant, la conquête du pouvoir n'épuise pas les virtualités de la démocratie, celle-ci a besoin constamment d'une forte adhésion des citoyens à ses idéaux. Cette quête transcende l'appartenance partisane et nécessite une dose de consensus entre les acteurs politiques et la population.

Il faut promouvoir le consensus dans nos pays. Le consensus est important parce qu'il permet de construire dans la durée les fondements d'une démocratie apaisée, de voir ce qui fait sens au-delà des clivages. Il permet d'identifier les points sur lesquels il faut collectivement travailler pour l'ancrage de la démocratie de manière durable dans la société surtout quand celle-ci traverse des crises, des tensions comme c'est le cas actuellement dans la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest et du Sahel.

Le renforcement de la décentralisation et de l'aménagement du territoire

Il faut approfondir la décentralisation parce que la démocratie s'incarne aussi à travers un Etat, qui se décline à niveau central et à un échelon local.

² Bourmaud, D (1997) : La Politique en Afrique, Paris, Montchrestien



La décentralisation est l'outil qui permet de transférer des compétences aux collectivités locales, gérées par des organes élus grâce au suffrage universel. Cette dévolution de pouvoirs aux collectivités locales permet de rapprocher l'Etat des citoyens. Les collectivités locales bénéficient d'une autonomie de gestion assez poussée pour mener des actions de développement en fonction des réalités locales. Cette tendance se développe de plus en plus dans beaucoup de pays d'Afrique de l'Ouest comme le Ghana, le Sénégal. Mais elle est plus poussée dans les fédérations comme le Nigéria. Dans ce pays, les Etats et les collectivités locales ont beaucoup de prérogatives en matière de fiscalité locale, ce qui n'est pas le cas pour les Etats unitaires comme la Côte d'Ivoire, le Mali, le Sénégal etc. Or, sans ressources internes propres et des transferts financiers importants du centre vers la périphérie, il sera très difficile aux collectivités locales de gérer les compétences que l'Etat central leur a transférées.

Le moment est également venu de penser à une meilleure articulation entre décentralisation et aménagement du territoire. En effet, une politique de décentralisation va de pair avec une politique d'aménagement du territoire puisque c'est à partir de l'aménagement du territoire qu'on connaît les besoins en matière de ressources humaines, économiques et en infrastructures à planifier dans le court et moyen terme pour une collectivité locale. C'est également grâce aux données de l'aménagement du territoire qu'on peut envisager de manière rationnelle la création de pôles de développement à l'intérieur d'un pays.

Enfin, plus la décentralisation est avancée dans un pays, plus la gouvernance locale se développe car les conditions pour une bonne participation des citoyens existent à la base, contrairement à ce qui se passe dans la plupart des pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest où tout est concentré dans la capitale.

L'avènement d'un leadership nouveau

Les crises que traversent les processus politiques et démocratiques en Afrique de l'Ouest mettent en exergue la qualité du leadership. En effet, face à l'ampleur des défis à relever sur le plan économique, politique, environnemental, social, sécuritaire... les réponses proposées par les Etats dans la plupart des cas sont en deçà des attentes des populations ou ne prennent pas en compte leurs intérêts. Dans des cas précis comme la question du 3^e mandat, on a noté dans certains pays de la sous-région, une dissonance entre la conservation du pouvoir par le président sortant et l'impérieuse nécessité de respecter la constitution et de préserver la paix sociale.

Le renforcement des acquis de l'intégration régionale

La CEDEAO a conduit un processus d'intégration régionale depuis plusieurs décennies. Ce processus, malgré ses limites, a produit des résultats importants qu'il faut consolider notamment en termes de libre circulation des personnes et des biens, d'harmonisation des politiques publiques, de sécurité collective, etc. Les ruptures constitutionnelles intervenues dans certains pays de la sous-région ont créé des vives tensions entre ces pays et l'organisation sous-régionale incapable de faire appliquer ses mécanismes en matière de gouvernance et de démocratie. Aujourd'hui, l'unité et la cohésion de la CEDEAO sont menacées avec l'apparition en son sein d'un bloc d'Etats qui refusent d'appliquer ses décisions, notamment en matière de retour à l'ordre constitutionnel après la survenue de coups d'Etats. Mieux, elle ne parvient pas à faire l'unanimité en son sein pour faire appliquer ses propres décisions. Les sanctions qu'elle a prises contre le Niger après le coup d'Etat contre le président Bazoum notamment le recours à une intervention militaire n'ont pas fait l'unanimité en son sein. Cette situation de fragilité dans laquelle elle se trouve doit être l'opportunité pour cette



organisation de se renouveler et d'adapter des mécanismes, son cadre juridique et politique à un contexte en perpétuelle évolution. (Voir les recommandations, ci-dessous.)

Le retour à l'autoritarisme n'est pas la solution

La crise de la démocratie et de la gouvernance en Afrique de l'Ouest a connu un tournant nouveau depuis cinq ans avec le retour des coups d'Etat. On dénombre 6 coups d'Etat dans cette partie du continent depuis lors. Les régimes militaires qui s'installent promettent de renforcer la gouvernance, la démocratie et la sécurité et de restaurer la souveraineté nationale. Le soutien d'une partie de la population à ces régimes militaires s'explique en grande partie par le rejet de cette dernière de la classe politique gouvernante qui avait usurpé l'Etat à ses fins et vidé/transformaté la démocratie en un « multipartisme dans démocratie » et celle-ci est restée « à un plat dont les gens ont humé les odeurs sans jamais pouvoir s'en nourrir. »³ Cependant, le retour à l'autoritarisme militaire ne garantit pas une restauration de la démocratie et de la bonne gouvernance. L'utilisation de la force et de l'arbitraire contre les populations et les adversaires politiques montre que ces régimes sont loin des principes démocratiques et que la militarisation de la vie politique et sociale débouche sur l'autoritarisme et la violence à outrance. Pour revenir aux fondamentaux de la démocratie et de la bonne gouvernance, il faut placer les citoyens au cœur de tout projet politique et assurer une dévolution du pouvoir politique à travers le suffrage universel.

La promotion des jeunes et les femmes

Les jeunes constituent la catégorie sociale la plus importante en Afrique de l'Ouest. 70% de la population a moins de 35 ans. La population de l'Afrique de l'Ouest estimée à plus de 350 millions d'habitants en 2023 va doubler à l'horizon 2050. Cet accroissement démographique

sans précédent va poser d'immenses défis sur le plan politique, économique, social, environnemental, etc. Elle devra se traduire par des changements radicaux en matière de gouvernance, et d'élaboration et de mise en œuvre des politiques publiques pour renforcer l'accès aux services publics de base, l'alphabétisation des populations, la création d'emplois, la transformation structurelle des économies tant au plan national que local... Les jeunes doivent être au cœur des politiques de développement et dans la vie politique des Etats.

Quant aux femmes, elles s'affirment de plus en plus dans la vie politique en termes de représentation dans les institutions (Gouvernement, Parlement) et au niveau des collectivités locales. Pour renforcer cette représentation, plusieurs pays ont voté des lois sur la parité entre hommes et femmes. Ce sont des avancées significatives mais qui n'ont pas produit tous les résultats escomptés notamment en matière de leadership. Mais une volonté politique existe dans plusieurs pays de la région pour promouvoir le rôle de la femme dans la vie démocratique. C'est un processus qui risque de prendre du temps à cause de certaines pesanteurs sociales et politiques liées à la place des femmes dans les sociétés africaines contemporaines.

L'atelier a également montré l'importance des Légitimités traditionnelles dans la régulation sociale dans plusieurs pays de la sous-région et la nécessité de les impliquer davantage dans la construction de sociétés pluralistes et démocratiques qui prennent en compte l'histoire et les traditions des peuples.

³ Rahmane Idrissa : Stagnations trentenaires : <https://rahmane.substack.com/p/les-stagnations-trentenaires>.



V. Recommandations

L'atelier a adopté plusieurs recommandations, parmi lesquelles, on peut retenir :

Les recommandations destinées aux Etats de la sous-région :

- Prohiber le 3^e mandat, source de déstabilisation politique et sociale ; Les révisions constitutionnelles taillées sur mesure doivent être bannies en Afrique parce qu'elles constituent des éléments de fragilisation de la démocratie et de la gouvernance ;
- Renforcer la culture démocratique à travers la promotion de l'éducation civique en vue de former des citoyens et des citoyennes qui seront au cœur des transformations sociales et politiques sans lesquelles la démocratie et la gouvernance ne pourront pas s'éclorre ;
- Repenser les politiques publiques pour renforcer l'inclusion sociale et lutter contre les vulnérabilités, la corruption et la mauvaise gouvernance ;
- Promouvoir et renforcer le dialogue politique en vue de bâtir de larges consensus sur les questions fondamentales qui régissent la vie de la nation et éviter « les chevauchées solitaires » qui peuvent diviser et fracturer l'Etat et la société civile ;
- Appliquer une stricte séparation des pouvoirs notamment entre l'Exécutif et le Judiciaire en vue de bannir le recours à justice pour bâillonner l'opposition et les adversaires politiques ;
- Renforcer l'indépendance de la justice ;
- Promouvoir une presse libre et indépendante.

Les recommandations destinées à la CEDEAO :

- Evaluer le cadre juridique régissant les conflits, la gouvernance, les élections et l'Etat de droit au sein de l'espace de la CEDEAO en vue de l'adapter au contexte actuel ;

- Vulgariser les instruments et les mécanismes pour la promotion de la démocratie et de la gouvernance en vue de renforcer leur appropriation par les populations ;
- Produire un rapport annuel sur l'état de mise en œuvre de la politique communautaire notamment en matière de démocratie et de promotion de l'Etat de droit et le diffuser largement auprès des populations et des décideurs ;
- Harmoniser les législations dans l'espace de la CEDEAO en matière de lutte contre la criminalité transnationale et le grand banditisme ;
- Encourager la création des écoles régionales de formation en vue de renforcer l'intégration régionale par le biais des universités et de renforcer l'appartenance à un espace de partage et de solidarité ;
- Renforcer le leadership en matière de mise en œuvre des programmes et projets afin de renforcer la mise en œuvre des politiques publiques qui visent à renforcer la bonne gouvernance au sein des pays membres ;
- Renforcer le sentiment d'adhésion et d'appropriation des populations travers des actions concrètes sur le terrain ; les dividendes de l'intégration doivent être tangibles ;
- Accepter les arrêts rendus par la Cour de Justice de la CEDEAO et sanctionner les Etats qui se retirent de cette juridiction ;
- Renforcer les relations intergénérationnelles à travers une diffusion des acquis politiques enregistrés dans la sous-région auprès des jeunes et l'organisation de forums d'échanges entre les jeunes et les anciens qui ont contribué à renforcer la démocratie et l'Etat de droit dans la sous-région ;
- Impliquer davantage la société civile notamment dans la révision du Protocole A/SP1/12/01



sur la démocratie et la bonne gouvernance additionnel au protocole relatif au mécanisme de prévention, de gestion, de règlement des conflits, de maintien de la paix et la sécurité de la CEDEAO ;

- Impliquer fortement les organisations de la société civile y compris celles des femmes et des jeunes dans le processus de révision et de consolidation des mécanismes de prévention, de gestion et résolution de conflits avec une prise en compte effective de leurs préoccupations et de leur vision pour la promotion de la paix et de la démocratie au sein de l'espace de la CEDEAO ;
- Promouvoir une meilleure appropriation des objectifs de la CEDEAO et de ses réalisations par les populations, cela permettrait de casser l'image d'une CEDEAO des Chefs d'Etat, déconnectée des réalités des peuples et de légitimer ses initiatives de paix et sécurité dans la sous-région ;
- Renforcer la protection des civils dans tout l'espace de la CEDEAO et surtout dans les pays où s'opèrent des coups d'Etat ;
- Réformer la CEDEAO, en vue de l'adapter aux bouleversements politiques et sociaux en cours de la sous-région et donner une suite aux initiatives engagées depuis 2013 pour actualiser les différents instruments juridiques et politiques ;

- Redynamiser la solidarité régionale pour maintenir la cohésion et l'unité au sein de l'organisation ;
- Privilégier la « diplomatie préventive » en favorisant la prévention des crises en amont.

Les recommandations destinées à la Friedrich-Ebert-Stiftung :

- Continuer à appuyer les initiatives en matière d'éducation politique et civique et de promotion de la gouvernance et de l'Etat de droit en faveur de la société civile et des chercheurs.

Les recommandations destinées aux Partenaires techniques et financiers :

- Aligner l'aide au développement aux besoins des acteurs de la sous-région (Etats, société civile, CEDEAO, etc.) et ce en adéquation avec la Déclaration de Paris sur l'aide au développement ;
- Coordonner et harmoniser les différentes stratégies d'appui au Sahel et à l'Afrique de l'Ouest en donnant à la CEDEAO le leadership de la coordination ;
- Eviter les conflits d'intérêt entre les PTF et la CEDEAO d'une part, et entre les PTF et les Etats membres de la CEDEAO d'autre part, notamment sur le plan politique et la résolution des conflits.

Conclusion

Cet atelier a été un creuset de réflexions de haut niveau entre acteurs venant d'horizons différents. Il a réuni des chercheurs et praticiens autour de la problématique de la démocratie, de l'Etat de droit et de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest. Cette symbiose a permis de jeter des regards croisés sur les expériences en cours, les crises multiformes qui secouent la sous-région et sur les défis à relever pour stabiliser celle-ci et sortir des fragilités en vue de construire dans

la durée des modèles démocratiques conformes aux besoins des populations, de leur histoire et des enjeux géopolitiques de l'heure et de l'intégration régionale.

La mise en œuvre des recommandations pourrait y contribuer de même que la prise en compte des leçons apprises au cours des deux dernières décennies en matière de consolidation de la démocratie et de la gouvernance en Afrique de l'Ouest.

